N° 96-0798 - Environnement, propreté, eau et assainissement - Vérifications périodiques des systèmes de compactage des bennes à ordures ménagères - Approbation du dossier de consultation des entrepreneurs - Procédure d'appel d'offres ouvert - Direction de la propreté -

Le Conseil,

Vu le rapport du 29 mai 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous sou mets un dossier de consultation des entrepreneurs présenté par monsieur le directeur de la propreté et relatif aux vérifications périodiques des systèmes de compactage des bennes à ordures ménagères.

Le marché concernant cette prestation venant à expiration à la fin de cette année, il est nécessaire de le renouveler.

Les arrêtés ministériels des 5 mars et 4 juin 1993 font obligation de soumettre les systèmes de compactage des 104 véhicules communautaires de collecte d'ordures à des vérifications générales périodiques selon une fréquence d'une fois par trimestre.

Cette prestation comprend :

- les essais de fonctionnement des éléments concourant au travail de compactage et de vidage,
- la vérification des réglages et des feux de signalisation,
- le contrôle de l'état des organes de sécurité,
- le contrôle de l'état physique du matériel.

Ces vérifications périodiques sont confiées à un organisme de contrôle agréé.

Un appel d'offres ouvert serait lancé en vue de l'établissement d'un marché à bons de commande, en application des articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics.

Ce marché aurait une durée ferme d'un an du 1er janvier au 31 décembre 1997. Il serait reconductible tacitement et annuellement pendant deux ans pour s'achever en tout état de cause le 31 décembre 1999.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a émis un avis favorable à la passation de ce marché, le 22 janvier 1996 ;

B - Propose d'accepter le dossier qui lui est soumis, de l'autoriser à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes y afférents, enfin de fixer le mode de dévolution de cette prestation ainsi que l'imputation de la dépense ;

C - Précise que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu ledit dossier ;

Vu les arrêtés ministériels des 5 mars et 4 juin 1993 ;

Vu les articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Ouï l'avis de sa commission environnement, propreté, eau et assainissement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide :

a) - de confier cette prestation à l'organisme de contrôle retenu, conformément aux articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics,

b) - que les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à accepter l'offre retenue pour valoir acte d'engagement et à accomplir tous les actes y afférents.

4° - La dépense prévisionnelle, évaluée à 400 000 F TTC, sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - au titre des exercices comptables concernés - section de fonctionnement - souschapitre 932-20 - article 624.

pour le président,

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,